

1 – REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché passé selon la procédure adaptée

en application de l' Article L2123-1 relatif aux marchés publics –
Créé par Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018

Maître d'ouvrage

Syndicat Mixte du Bassin Versant Aveyron Amont (SMBV2A)

Objet de la consultation

**Etude globale du risque inondation
sur le sous-bassin du Bourdouyre**

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **mardi 25 février 2020 à 12h**

par remise électronique sur le portail e-occitanie.fr (à l'adresse :
<https://www.e-occitanie.fr/fr/marches-publics>)



1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation (s'agissant d'une tranche unique) concerne la réalisation d'une étude hydraulique globale du sous-bassin du Bourdouyre (communes de SAINT-REMY et VILLENEUVE D'AVEYRON – 12).

Il s'agit donc d'un marché de prestations intellectuelles.

2 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Syndicat Mixte du Bassin Versant Aveyron Amont (SMBV2A)

16, rue de la Muraille – 12390 RIGNAC

Tel : 05.65.63.58.21

Courriel : contact@aveyronamont.fr

Site internet : www.aveyron.amont.fr

3 – PROCEDURE DE CONSULTATION

La consultation est passée sous la forme d'une procédure adaptée en application de l' Article L2123-1 relatif aux marchés publics - Créé par Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code des marchés publics.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier avec un ou plusieurs candidats.

4 – PUBLICATION

Profil acheteur du site e-occitanie.fr (<https://www.e-occitanie.fr/fr/marches-publics>)

5 – DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement et le cahier des charges, et ne peuvent en aucun cas être changées.

6 – RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

Pour tout renseignement concernant la présente consultation, vous êtes invités à contacter M. Vincent LAVERGNE, chargé de mission au SMBV2A, directement sur la plateforme e-occitanie.fr.

7 – REMISE DES OFFRES

6 documents principaux doivent être remis par le candidat dans le projet de marché :

- ☐ **l'acte d'engagement (AE)** , dûment renseigné et signé,
- ☐ **le cahier des charges (CC)**, dûment paraphé et signé



□ **les formulaires DC1 et DC2**, téléchargeables sur le site

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, dûment complétés et signés

□ **un devis estimatif et quantitatif** faisant apparaître les prix décomposés par chapitre, prenant également en considération la tranche optionnelle, dûment renseigné et signé,

□ **une note complète relative aux méthodes que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la mission**. Cette note devra comprendre à minima les informations suivantes :

- a) Moyens humains et matériels affectés à la mission,
- b) Protocole d'étude,
- c) Assurance qualité.

□ **un dossier de références** de missions d'étude dans le domaine concerné par la prestation.

Des documents annexes peuvent également être joints (certificats de capacité, plannings, etc...).

Le dossier complet doit être remis par voie dématérialisée uniquement sur le site e-occitanie (www.e-occitanie.fr) - obligation réglementaire depuis le 1er octobre 2018 conformément à l'article 41 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

avant le **MARDI 25 FEVRIER 2020 à 12 heures**.

Le candidat reste engagé par son offre pendant une durée de **120 jours** à compter de la date de fin de remise des plis.

8 – JUGEMENT DES OFFRES

Le maître d'ouvrage choisira l'offre qu'il jugera économiquement la plus avantageuse selon la valeur technique des offres (50%), le prix des prestations (40%), et l'engagement sur les délais de réalisation (10%). Les candidats seront informés par courrier du résultat de la consultation sous un délai de 3 mois maximum à compter de la date limite de remise de l'offre.

9 – DIVERS

Pénalités dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé :

Selon L'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit modifie l'article L. 8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé : « Tout contrat écrit, passé par une personne morale de droit public, prévoit qu'une pénalité peut être infligée au cocontractant qui ne respecterait pas les obligations prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail ». Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la personne publique pourra soit appliquer les pénalités contractuelles, soit rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur. **La pénalité applicable au contrat est fixée à 10 % du montant.**

Pénalités de retard dans l'exécution de la prestation :

En cas de retard dans l'exécution de la prestation, des pénalités sont prévues. Les modalités d'application et de calcul sont stipulées à l'article 14 du CCAG-PI (prestations intellectuelles). (<http://www.economie.gouv.fr/daj/Cahiers-des-Clauses-Administratives-Generales>)